

Blueprint du secteur financier

Les acteurs plutôt satisfaits

Le Premier ministre et ministre des Finances, Pravind Jugnauth a annoncé, dans le budget, qu'un blueprint sur le secteur financier sera élaboré avec différents stakeholders du secteur. Un document qui doit édicter la vision pour le secteur pour les 10 prochaines années et qui est plutôt bien accueilli par les principaux concernés.

Ce schéma directeur devrait montrer la voie pour le secteur pour toute la prochaine décennie. Il sera réalisé par le ministère des Services financiers, en collaboration avec différentes autres institutions (Banque de Maurice, l'Economic Development Board et la Financial Services Commission) en collaboration avec les stakeholders du secteur. Seule piste que donne Pravind Jugnauth sur le contenu du document : « *il prendra en compte les exigences en matière de taxation sans mettre en péril notre compétitivité* ». Aucun 'timeframe' n'a, néanmoins, été fixé quant à sa publication.

« *Nous nous félicitons de l'annonce faite que ce blueprint pour le secteur des services financiers sera élaboré en collaboration avec toutes les parties prenantes du secteur. C'est ce que nous préconisons depuis un certain temps et nous sommes impatients de contribuer à cet exercice* », réagit ainsi Samade Jhummun, Chief Executive Officer de Global Finance Mauritius, association qui regroupe plusieurs entreprises dans le secteur du Global Business en particulier. Ce dernier regrette néanmoins qu'il n'y ait pas eu davantage de mesures budgétaires pour le secteur financier, précisant qu'il contribue à hauteur de 12% au Produit Intérieur Brut du pays.

« *Avec les changements fondamentaux dans le contexte fiscal et réglementaire international, menés par l'UE et l'OCDE, le gouvernement s'engage à faire*



en sorte que notre secteur du Global Business demeure attractif et compétitif, tout en restant conforme aux normes internationales et aux meilleures pratiques », souligne, pour sa part, ABAX Corporate Services, parlant, notamment du blueprint.

« *Une réforme fiscale plus large est nécessaire, mais cela ne sera traité que dans le blueprint en temps voulu* », souligne pour sa part, la firme KPMG. Cette dernière qui s'inquiète, en effet, de la compétitivité du secteur financier qui « *s'érode rapidement* » avec les changements dans le régime de taxation menés par l'Union Européenne et l'OCDE. Kabir Ruhee et Didier Lenette, respectivement CEO et Partner

(Corporate) chez Rogers Capital estiment, pour leur part, que le blueprint annoncé par le Premier ministre est une réponse aux « *pressions* » internationales exercées principalement par les pays de l'OCDE. Au niveau de Rogers Capital, l'on espère que le secteur privé sera suffisamment consulté avant la préparation du dit document. Les changements attendus dans le secteur sous l'impulsion de l'OCDE avec la Base Erosion and Profit Shifting (BEPS) sont une des raisons qui ont poussé le ministre des Finances de venir de l'avant avec cette initiative, note, pour sa part, CIM Global Finance.